



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

PWGSC/TPSGC Acquisitions Bid
Receiving/Réception des Soumissions
126 Prince William Street/
126, rue Prince William
Suite 14B
Saint John
New Brunswick
E2L 2B6
Bid Fax: (506) 636-4376

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Toutes questions doivent être soumise par écrit à l'agente de contrat, Janine Donovan: Courriel - janine.donovan@tpsgc.gc.ca

Title - Sujet Rehabilitation Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation 51019-184018/A	Date 2019-06-05
Client Reference No. - N° de référence du client 51019-184018	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$STJ-002-4448
File No. - N° de dossier STJ-8-41048 (002)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-06-27	
Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT	
F.O.B. - F.A.B.	
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Donovan (STJ), Janine E.	Buyer Id - Id de l'acheteur stj002
Telephone No. - N° de téléphone (506) 639-0215 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF VETERANS AFFAIRS 161 GRAFTON ST P.O.BOX 7700 (IB 018) CHARLOTTETOWN Prince Edward Island C1A8M9 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution

Saint John, NB (STJ)
126 Prince William Street/
126, rue Prince William
Suite 14B
Saint John
New Bruns
E2L 2B6



Programme de services de réadaptation et d'assistance professionnelle

1. But et nature de la lettre d'intérêt (LI)

Services publics et Approvisionnement Canada, au nom d'Anciens Combattants Canada (ACC), sollicite les commentaires de l'industrie au sujet du Programme de services de réadaptation et d'assistance professionnelle.

La présente lettre d'intérêt vise à comprendre les positions actuelle et éventuelle des fournisseurs sur le marché pour la prestation de services de réadaptation complets et intégrés aux participants au Programme d'ACC en vue d'assurer l'aiguillage, la coordination de la prestation des services et l'assurance de la qualité au moyen d'un seul instrument contractuel. ACC exige que l'admission, l'évaluation et la coordination de la prestation de services multidisciplinaires de réadaptation et d'aide professionnelle soient exécutées pour le compte des participants au Programme dans les dix (10) provinces et dans les trois (3) territoires, ainsi qu'à l'étranger, avec l'appui d'un réseau de fournisseurs de services.

La présente LI ne constitue pas un appel d'offres ni une demande de propositions (DP). Aucun accord ni contrat fondé sur cette LI ne sera conclu. Cette LI ne constitue nullement un engagement de la part du gouvernement du Canada, et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclâmé au Canada. Cette LI ne doit pas être considérée comme un engagement à publier une demande de propositions ni à attribuer un contrat pour les travaux décrits dans les présentes.

Même si les renseignements recueillis peuvent être fournis sous la forme d'information commerciale confidentielle (dans ce cas, ils seront traités en conséquence par le Canada), le Canada peut utiliser l'information pour aider à la rédaction des documents liés à la demande de proposition (qui sont sujets à changement) et à des fins d'estimation.

Les répondants sont encouragés à indiquer, dans les renseignements fournis au Canada, tout renseignement qu'ils considèrent comme exclusif, personnel ou appartenant à un tiers. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex., en réponse à une demande formulée dans le cadre de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*) de divulguer des renseignements exclusifs ou délicats sur le plan commercial concernant un répondant (pour en savoir plus : <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/a-1/>).

La participation à cette LI est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La présente LI ne servira pas à établir une liste de fournisseurs éventuels pour les travaux à venir. De plus, la participation à la présente LI n'est ni une condition ni un préalable pour participer à toute invitation à soumissionner subséquente.





Les répondants ne recevront aucun remboursement pour les frais engagés en vue de répondre à cette LI.

La date de clôture de la LI n'est pas la date limite pour présenter des commentaires ou des idées, qui seront acceptés jusqu'à ce qu'une demande de soumissions soit publiée, s'il y a lieu.

2. Renseignements généraux :

La raison d'être d'Anciens Combattants Canada (ACC) est de rembourser la dette de gratitude de la nation envers les vétérans et leur famille, et de reconnaître leur contribution à notre croissance en tant que nation. Le ministre des Anciens Combattants doit voir « aux soins, au traitement ou à la réinsertion dans la vie civile » des vétérans, et aux soins des personnes à leur charge ou de leurs survivants. Anciens Combattants Canada (ACC) s'acquitte de son mandat et de son rôle au moyen de différents programmes, comme en offrant des services de réadaptation et de l'assistance professionnelle aux vétérans admissibles, à leur époux ou conjoint de fait et à leurs survivants (collectivement les « participants »).

Le Programme de services de réadaptation et d'assistance professionnelle (ci-après appelé le « Programme ») est un programme volontaire axé sur les besoins qui vise à aider les participants admissibles à stabiliser et à rétablir leurs habiletés physiques et psychologiques, à reprendre leur autonomie fonctionnelle, à s'adapter socialement et à assurer leur employabilité dans la population active civile. Grâce à des progrès dans le Programme de réadaptation l'incidence de l'état de santé admissible d'un ancien combattant sur sa capacité à trouver un emploi rémunérateur et convenable au sein de la population active civile peut également être évaluée afin de déterminer l'accès au soutien du revenu à long terme d'ACC.

3. Portée éventuelle des travaux et contraintes :

Le Programme de réadaptation de chaque participant d'ACC est adapté aux besoins et aux objectifs établis de la personne, qui sont déterminés au moyen d'un processus d'évaluation et en consultant le participant et le personnel du Programme d'ACC. En fonction de ces renseignements, un plan de services de réadaptation est élaboré et fourni à chaque participant, qui pourrait comprendre toute combinaison d'une (1) ou de plusieurs interventions de réadaptation médicale, psychosociale ou professionnelle. Le Programme de réadaptation vise à répondre aux besoins de réadaptation liés aux problèmes de santé admissibles dans les six (6) domaines fonctionnels clés suivants :

- le fonctionnement mental et physique;
- l'adaptation sociale;
- la sécurité financière;
- l'emploi et la productivité personnelle;
- les relations familiales;
- la participation à la vie dans la collectivité.





En offrant des services de réadaptation aux vétérans et aux autres participants admissibles du programme, ACC souhaite intervenir le plus tôt possible, car, pour assurer une réadaptation efficace, l'idéal est de fournir des soins dès le début d'une maladie ou d'une blessure. ACC travaille donc en partenariat avec les Forces armées canadiennes (FAC) afin de simplifier le processus de transition pour les membres malades et blessés qui quittent les FAC. ACC s'assure la demande de participation au Programme de réadaptation des membres admissibles est approuvée, que les besoins en réadaptation sont évalués et qu'un plan est élaboré avant leur libération des Forces armées canadiennes (FAC). Toutefois, ACC ne peut pas mettre en œuvre des services de réadaptation avant le lendemain de la libération du membre. Dans le cas des vétérans qui présentent une demande après leur libération, ACC pourrait intervenir immédiatement après l'approbation d'une demande soumise au Programme de réadaptation.

Les participants au Programme de réadaptation déménagent souvent, à l'intérieur d'une province ou d'une région, entre des régions du Canada et à l'étranger, de façon temporaire ou permanente. Les participants au Programme de réadaptation doivent pouvoir accéder aux services de réadaptation, sans interruption, peu importe leur changement d'adresse résidentielle.

Il s'agit d'un contrat de quatre (4) ans avec des options de prolongation pour trois (3) périodes supplémentaires de deux (2) ans.

4. Lois, accords commerciaux et politiques gouvernementales :

Voici une liste de lois, d'accords commerciaux et de politiques gouvernementales qui pourraient avoir des conséquences sur une demande de propositions :

- a) Accord de libre-échange canadien (ALEC)
Ce marché n'est **pas** assujéti à l'ALEC.
- b) Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)
Ce marché n'est **pas** assujéti à l'ALENA.
- c) Accord relatif aux marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC)
Ce marché n'est **pas** assujéti à l'AMP-OMC.
- d) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (PCF-EE)
Le PCF-EE s'applique au présent document. Pour de plus amples renseignements au sujet du programme, veuillez consulter le site Web suivant : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Guide-des-approvisionnements>.
- e) Surveillant de l'équité





Le Canada a fait appel aux services d'une organisation à titre de tiers indépendant agissant comme surveillant de l'équité. Le rôle du surveillant de l'équité est d'attester l'assurance de l'équité, de l'ouverture et de la transparence des activités surveillées.

Dans le but d'exécuter ses obligations, le surveillant de l'équité aura accès aux réponses de l'industrie et à la correspondance connexe reçue par le Canada à la suite de la présente LI. En outre, le surveillant de l'équité peut, à titre d'observateur, assister aux activités de suivi en matière de clarification et de passation de contrats.

5. Calendrier :

Pour la présentation des réponses, se reporter au calendrier de référence suivant :

- Lettre d'intérêt (LI) – Juin 2019
- Séance de mobilisation de l'industrie – Semaine du 15 au 19 juillet 2019
- Rencontres individuelles et rencontres des groupes de travail – Août 2019
- Publication de l'ébauche de la DP – Septembre 2019
- Publication de la DP – Décembre 2019
- Attribution du contrat – Novembre 2020

6. Remarques importantes à l'intention des répondants :

Pour indiquer leur intérêt à participer à la séance de mobilisation de l'industrie, les répondants doivent remplir le formulaire à la section 9 et le soumettre à l'autorité contractante de TPSGC indiquée ci-dessous, de préférence par courriel :

Nom : Janine Donovan
Titre : Chef de l'équipe d'approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Direction générale des approvisionnements
Région de l'Atlantique
Adresse : 126, rue Prince William, suite 14B
Saint John (N.-B.)
E2L 2B6
Courriel : janine.donovan@pwgsc-tpsgc.gc.ca
Téléphone : 506-636-0215
Télécopieur : 506-636-4376

Les répondants doivent fournir les coordonnées d'une personne-ressource dans leur réponse.





Toute modification apportée à la présente LI sera affichée sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement. Le Canada demande aux répondants de consulter le site Achatsetventes.gc.ca régulièrement pour vérifier les modifications apportées, le cas échéant.

7. Séances de mobilisation à venir :

Le Canada entend suivre le processus suivant pour le déroulement des séances de mobilisation de l'industrie :

- a) La présente LI sera affichée sur Achats et ventes (site Web : Achatsetventes.gc.ca) et sera laissée ouverte pendant toute la durée de la mobilisation de l'industrie afin de permettre aux répondants de participer sur une base continue.
- b) Les répondants doivent aviser l'autorité contractante en remplissant et en soumettant le formulaire prévu à la section 9.
- c) L'autorité contractante enverra une invitation à la journée de l'industrie et à des rencontres individuelles par courriel aux répondants qui ont confirmé leur intérêt.
- d) Le Canada animera la séance de consultation avec les répondants. De plus, des consultations peuvent être tenues à l'extérieur du site après les réunions.
- e) Le Canada rédigera une ébauche de DP en tenant compte des commentaires reçus. L'ébauche de la DP sera affichée dans le but de recueillir des commentaires supplémentaires de l'industrie. La version définitive de la DP sera rédigée en tenant compte de ces commentaires.

La journée de consultation de l'industrie se tiendra dans la région de la capitale nationale (Ottawa ou Gatineau). Aucun hébergement n'est fourni. D'autres activités de consultation pourraient comprendre l'examen à distance de documents.

Le fait de ne pas participer à la journée de l'industrie ou aux groupes de travail n'aura pas pour effet d'exclure les fournisseurs qui souhaiteraient répondre à la demande de propositions éventuelle.

En outre, le Canada se réserve le droit de limiter la participation aux séances de mobilisation de l'industrie, s'il y a lieu.

8. Date de clôture de la LI :

La LI sera laissée en ouverte pour la durée de la mobilisation de l'industrie afin de permettre aux entreprises de fournir des commentaires jusqu'à ce que la DP finale soit publiée.





9. Formulaire

Pour confirmer votre intérêt à assister à la séance de mobilisation de l'industrie, veuillez remplir le formulaire suivant et l'envoyer à l'autorité contractante indiquée à la section 6. La journée de l'industrie est provisoirement prévue pour la semaine du 15 au 19 juillet 2019. L'autorité contractante communiquera avec la personne-ressource principale afin de lui fournir des détails sur la date et le lieu.

Nom de l'entreprise du répondant :

Adresse de l'entreprise du répondant :

Nom de la personne-ressource principale :

Titre du poste : _____

Adresse du bureau :

Numéro de téléphone (bureau) : _____ Numéro de téléphone (cellulaire) :

Adresse courriel :

Langue officielle de communication privilégiée : _____

Noms des autres personnes de l'entreprise qui participeront : _____

Quels services de réhabilitation offrez-vous actuellement, le cas échéant? Veuillez dresser une liste des offres de services pour la réhabilitation médicale, psychosociale et professionnelle : _____



